

Rationalité entrepreneuriale et diversification économique au Kasai Oriental en RD Congo

Théodore Kazadi Mbuyi, MA

Faculté des sciences économiques et de gestion,
Université de Mbuji-Mayi, RD Congo

Approved: 08 July 2026

Posted: 10 July 2026

Copyright 2026 Author(s)

Under Creative Commons CC-BY 4.0

OPEN ACCESS

Cite As:

Mbuyi, T.K. (2026). *Rationalité entrepreneuriale et diversification économique au Kasai Oriental en RD Congo*. ESI Preprints. <https://doi.org/10.19044/esipreprint.7.2026.p268>

Résumé

L'analyse de la rationalité des entrepreneurs du Kasai Oriental face au défi de diversification économique est un enjeu majeur au regard des efforts de réduction de la pauvreté et du développement économique de cette zone. Il sied de souligner que, suite à sa forte dépendance de l'exploitation minière – c'est-à-dire de l'extraction du diamant, une ressource naturelle épuisable exportée à l'état brut –, l'économie de la province du Kasai Oriental a difficile à trouver un chemin de croissance économique stable et autoentretenu. En général, l'étude vise à analyser la logique d'action des entrepreneurs du Kasai Oriental face au défi de diversification économique. L'étude a employé l'approche axée sur les entretiens individuels approfondis, l'analyse multivariée en composantes principales (ACP), et la triangulation par étude des cas spécifiques. Les entretiens ont été réalisés auprès des acteurs clés et personnes ressources de la province du Kasai Oriental. Orientés vers l'identification des causes de l'absence d'un écosystème entrepreneurial viable et capable d'impulser la diversification économique dans la province, ces entretiens ont permis d'identifier treize (13) variables qui ont fait l'objet d'une enquête sur un échantillon de 133 enquêtés tirés par choix raisonné. Le constat de cette recherche est que la logique d'action des entrepreneurs du Kasai Oriental n'est pas de nature à impulser la diversification économique dans leur zone. La triangulation faite dans l'analyse de contenu des informations qualitatives et des données secondaires des cas spécifiques a largement démontré ce constat. En plus, les résultats de l'analyse en composante principale – dont les tests ont été

vérifiés : déterminant de la matrice de corrélation = 0,042 ; Kaiser-Meyer-Olkin $\geq$ 0,5 ; Bartlett = 0,000 - ont corroboré ce constat.

Mots-clés : Entrepreneuriat, diversification économique, rationalité, institutions, Kasai Oriental, RD Congo

Entrepreneurial Rationality and Economic Diversification in Kasai Oriental, Democratic Republic of the Congo

Théodore Kazadi Mbuyi, MA

Faculty of Economics and Management,
University of Mbuji-Mayi, DR Congo

Abstract

Analyzing the rationality of entrepreneurs in Kasai Oriental in the face of the challenge of economic diversification is a major issue in terms of poverty reduction and economic development in this region. It should be noted that, due to its heavy reliance on mining—specifically the extraction of diamonds, a finite natural resource exported in its raw state—the economy of Kasai Oriental Province has struggled to find a path toward stable, self-sustaining economic growth. In general, the study aims to analyze the decision-making logic of entrepreneurs in Kasai Oriental in the face of the challenge of economic diversification. The study employed an approach focused on in-depth individual interviews, multivariate principal component analysis (PCA), and triangulation through the study of specific cases. The interviews were conducted with key stakeholders and resource persons in the province of Kasai Oriental. Aimed at identifying the causes of the absence of a viable entrepreneurial ecosystem capable of driving economic diversification in the province, these interviews identified thirteen (13) variables that were investigated in a sample of 133 respondents selected through purposive sampling. This study finds that the business strategies of entrepreneurs in Kasai Oriental are not conducive to driving economic diversification in their region. The triangulation performed in the content analysis of qualitative information and secondary data from specific cases has amply demonstrated this finding. Furthermore, the results of the principal component analysis — whose tests were verified : determination coefficient of the correlation matrix = 0.042; Kaiser-Meyer-Olkin = 0.5; Bartlett's test = 0.000— corroborated this finding.

Keywords: Entrepreneurship, economic diversification, rationality, institutions, Kasai Oriental, Democratic Republic of the Congo

Introduction

En dépit de ses longues années d'exploitation minière – et plus particulièrement de l'exploitation industrielle et artisanale du diamant – la province du Kasai Oriental a du mal à trouver le chemin d'une croissance économique stable et auto-entretenu. Son environnement socioéconomique fait partie de plus critiques des provinces de la RD Congo. Avec un IDH faible, elle est classée parmi les plus pauvres provinces du pays. Cette situation s'est davantage aggravée depuis la chute de l'exploitation tant industrielle qu'artisanale du diamant, signe d'une forte dépendance de l'économie provinciale à l'exploitation minière. Ce tableau devenant encore plus sombre à la suite du découpage provincial lors du processus de la décentralisation en 2014, l'actuelle province du Kasai-Oriental ne compte plus que 9 545 Km² de superficie, soit 6% de son ancienne configuration tout en gardant la proportion la plus élevée de la population avec environ 3 601 000 habitants, soit 41% de l'ensemble des provinces démembrées, y inclus le Lomami et le Sankuru en 2020 (Ministère du Plan de RD Congo, 2020). En conséquence de la diminution drastique de la superficie moyenne en Km² par habitant, les défis de développement deviennent de plus en plus énormes. Plusieurs indicateurs liés à la situation sociale démontrent une dégradation continue des conditions de vie qui se caractérisent globalement par un accès très limité aux services sociaux de base, notamment, l'alimentation, le logement, la santé et l'éducation.

Cette situation est plus subséquente aux facteurs d'ordre structurel qu'à des circonstances conjoncturelles étant donné que la province n'arrive pas à diversifier significativement son tissu économique alors que son activité minière, quoique vieille de plusieurs décennies, ne s'inscrit plus dans la durée à cause du caractère épuisable de la ressource minière. Cette forte dépendance face à un secteur non renouvelable - soumis en plus à la volatilité des cours des matières premières sur le marché mondial - est un grand piège tant à la situation présente des populations qu'aux générations futures.

La diversification des bases productives de l'économie reste un des meilleurs moyens de garantir la croissance économique à long terme, autrement dit, même après épuisement des ressources naturelles non renouvelables comme l'extraction minière. Le critère d'allocation intergénérationnelle des ressources de Solow et Hartwick établit, à cet effet, que : « *une consommation par tête constante est soutenable lorsqu'on égalise la valeur des investissements productifs à la valeur des rentes tirées de l'extraction de la ressource, et ce, à chaque point du temps* » (Omgbu,

2010). Ce principe sous-entend la diversification de l'économie qui ne peut être effective sans l'éclosion d'un écosystème entrepreneurial performant et viable soutenu par une culture entrepreneuriale favorable.

Face à ce constat, un questionnement mérite d'être posé. Il s'agit de savoir pourquoi la province du Kasai-Oriental n'arrive-t-elle pas à développer un écosystème entrepreneurial performant et capable d'entraîner la diversification de ses bases productives ainsi que la performance durable de son économie. Il sied de préciser que, sans remettre en cause les autres facteurs du contexte du Kasai-Oriental, ce questionnement se focalise principalement sur la rationalité de l'entrepreneur est-kasaïen. En d'autres termes, il touche à la logique d'action et aux démarches opérationnelles des entrepreneurs de la province ; c'est-à-dire sur le comment : la manière dont ils pensent et agissent en matière d'entrepreneuriat ainsi que sur la façon dont cette logique d'action affecte l'économie et plus particulièrement, les efforts de diversification et de relance durable de l'économie de la province.

La théorie microéconomique présente – à travers le concept « Homo œconomicus » - le modèle du comportement humain fondé sur les principes de rationalité et de maximisation. L'homo œconomicus est rationnel, ce qui signifie qu'il a des préférences et que ses choix sont cohérents ; il est également maximisateur, ce qui signifie qu'il recherche le maximum de satisfaction ou de gain pour le minimum de peine, de dépenses, de sacrifices. Dans cet ordre d'idée, l'entrepreneur s'efforce d'utiliser ses ressources le mieux possible afin de rendre son profit maximal. Cette représentation abstraite de l'homme, bien que souvent contestée, constitue le modèle dominant en sciences économiques et sociales - individualisme méthodologique- (Echaudemaison, 2004).

Eu égard à la persistance de la crise socioéconomique de la province du Kasai-Oriental et de sa très faible diversification économique, il s'avère pertinent de se demander si les choix des acteurs économiques de cette province répondent réellement aux critères de cohérence, de rationalité et de maximisation de profit reconnus au modèle de comportement humain calculateur et rationnel susmentionné – homo œconomicus – cher à l'idéologie libérale et néolibérale inscrite dans une économie de marché autorégulatrice.

Ce questionnement s'étend aux choix politiques et idéologiques d'inspiration libérale ayant cours tant sur le plan national que provincial. Etant donné la centralité du politique, il s'agit de se demander si ces choix sont adaptés au contexte socioéconomique provincial et dans quelle mesure ils peuvent significativement contribuer à l'efficacité allocative et à la diversification de l'économie provinciale. Il en est de même des approches – en termes de démarches, stratégies, politiques – d'accompagnement des entrepreneurs et d'appui à la diversification du tissu économique de la

province. Ces dernières comprennent le rôle joué par les pouvoirs publics ainsi que l'écosystème d'accompagnement entrepreneurial au sens large. Il sied de se demander si ces approches sont réellement adaptées au contexte culturel de la province, particulièrement à la logique d'action de l'entrepreneur est-kasaïen et si elles sont de nature à favoriser l'efficacité et la diversification de la structure de l'économie, nécessaires à la croissance économique durable et autoentretenu de la province

Cadre conceptuel et théorique

Le présent cadre conceptuel et théorique reprend de manière succincte quelques notions et théories relatives à : i) la rationalité et culture entrepreneuriale, ii) la diversification économiques, iii) institutions et développement économique.

Rationalité et culture entrepreneuriale

D'après Rouchdy et al. (2021), le développement des sciences et la suppression des frontières entre elles, le sens de la rationalité se développe tout au long d'une trajectoire qui commence par la rationalité standard et se termine par la rationalité axiologique en passant par la rationalité limitée, la rationalité procédurale et la rationalité cognitive. Dans cette liste, Boudin met un accent sur la rationalité cognitive qui est plus appropriée au processus de la prise de décision afin de dépasser les limites des types des rationalités préexistants. Cela rentre dans le corpus théorique passant de l'hypothèse classique de l'optimalité de choix vers l'optimalité de la méthode et de la façon adéquate permettant d'aboutir à une solution la plus efficace. Etant donné que la qualité de l'entrepreneuriat dépend de la décision des entrepreneurs en termes de choix sur les types d'investissement à réaliser, cette acception de rationalité nous semble mieux adaptée. Ainsi le problème se pose en cas de l'insuffisance de la capacité cognitive de l'individu non seulement dans le traitement de l'information, mais aussi dans le choix de la meilleure solution. En matière d'entrepreneuriat, cela rejoint la problématique de rationalisation de l'action entrepreneuriale dans une perspective de l'innovation et de diversification économique. C'est le cas pour la province du Kasai Oriental.

En ce qui concerne les méthodes ou approches en matière d'entrepreneuriat : « le comment les entrepreneurs pensent », un accent particulier est mis sur trois (3) approches - causation, effectuation et bricolage – comme trois façons d'agir de l'entrepreneur. A la différence de démarche causale qui consiste à identifier une opportunité, se fixer des objectifs, planifier des actions et chercher les moyens pour les atteindre en visant le « profit » le plus élevé possible, l'approche effectuale met l'accent sur les effets. Dans cette dernière, l'entrepreneur part des moyens dont il

dispose pour agir et co-construit *chemin faisant* un projet. Cette théorie de Saras Sarasvath développée depuis 2001, a été complétée en 2005 par une troisième approche « le bricolage », développée par Baker et Nelson et capitalisant les aspects des deux approches : effectuation et causation (Amélie *et al*, 2015).

Johannisson cité par Léger-Jarniou (2008) définit la culture comme un système de valeurs et de croyances communes qui donne à ceux qui les partagent une vision équivalente du monde. Pour l'auteur, une culture entrepreneuriale est une culture qui valorise les caractéristiques personnelles associées à l'entrepreneursip soit l'individualisme, la marginalité, le besoin de réalisation personnelle, la prise de risques, la confiance en soi et les habiletés sociales ; qui valorise également le succès personnel tout en pardonnant l'échec ; qui encourage la diversité et non l'uniformité et qui encourage le changement et non la stabilité.

Diversification économique

La problématique de diversification économique concerne l'ensemble du pays, la RD Congo, sans épargner bon nombre d'autres pays africains qui sont quasiment mono-producteurs ou mono-exportateurs menacés dans une certaine mesure par le syndrome hollandais – Dutch disease – suite à la concentration de leurs exportations autour d'un ou d'un nombre très limité de produits. Du point de vue conceptuel, il convient de préciser que « la diversification économique peut être définie comme la transition vers une structure plus variée de la production nationale et des échanges, en vue d'augmenter la productivité, de créer des emplois et de jeter les bases d'une croissance soutenue permettant de réduire la pauvreté » (OCDE, OMC 2020). Pour Barghouti et Petit cités par Guechari (2021), la diversification macroéconomique est un processus de transformation structurelle d'une économie qui migre d'un tissu économique dominé par les secteurs d'activités primaires (ressources naturelles, agriculture, mines, etc.) vers les secteurs secondaires (industries de transformation, manufactures, etc.) et tertiaires (commerce, tourisme, etc.).

Cette définition, relative au niveau national de l'économie, peut être appliquée au niveau provincial – notamment à la province du Kasai Oriental - étant donné la similarité des objectifs visés en termes de croissance durable, de création d'emplois et de réduction de la pauvreté.

Il existe plusieurs types de diversification économique (OCDE, OMC 2020), notamment la diversification intérieure et la diversification des exportations. La diversification intérieure résulte principalement d'une part, de i) l'amélioration de la qualité de la production nationale liée aux incitations à l'innovation et à la recherche et développement (R&D) et, d'autre part, de ii) la diversification de la production nationale et efficience

allocative liées à leur tour à trois principaux facteurs : association au sein d'une même branche, répartition entre diverses branches, expansion des entreprises et secteurs plus productifs. La diversification des exportations, ou diversification commerciale, de son côté, s'opère de trois manières : i) exportation (ou importation) de nouveaux produits (biens ou services) ; ii) exportation ou importation de produits existants vers ou en provenance de nouveaux marchés ; et iii) amélioration qualitative des produits exportés (ou importés). Il sied de souligner le rôle particulièrement important que jouent ces exportations dans la diversification économique d'un pays. D'après Amougou (2019), un élément central et souvent négligé dans la transformation structurelle est le rôle stratégique des exportations : i) premièrement, les exportations stimulent l'apprentissage international et, par conséquent, le rattrapage ; ii) deuxièmement, les exportations élargissent la demande et augmentent les gains de productivité ; et iii) troisièmement, les exportations assouplissent la contrainte de la balance des paiements, tout en améliorant la viabilité de la substitution des importations.

Parmi les déterminants de la diversification, certaines recherches ont, d'après les analyses de Kamgna (2008), mis en exergue les facteurs influençant le processus de diversification dont le niveau de revenu, le niveau de l'investissement, les nouvelles technologies, les politiques industrielles, la productivité des facteurs ainsi que les exportations sur les marchés mondiaux, etc. La littérature sur le sujet permet de classer ces facteurs en cinq catégories : i) *Facteurs physiques* : investissement, croissance et capital humain ; ii) *Choix politiques* : impact des politiques commerciales et industrielles ; iii) *Variables macroéconomiques* : taux de change, d'inflation ainsi que les grands déséquilibres macroéconomiques ; iv) *Variables institutionnelles* : gouvernance, conflits et environnement de l'investissement ; v) *Accès aux marchés* : élimination des barrières tarifaires, le développement du marché financier. Les choix politiques et le capital humain – notamment, la culture entrepreneuriale et la rationalité des entrepreneurs – jouent un rôle non négligeable dans le développement de l'écosystème entrepreneurial performant et viable, nécessaire à ladite diversification.

Il sied de rappeler, d'après Piet L. et al (2025), que l'indice Herfindahl-Hirschmann (IHH) s'obtient par la formule $IHH = \sum_{i=1}^n p_i^2$ où $p_i = q_i/Q$ (avec $p_i \leq 1$ et $\sum_{i=1}^n p_i = 1$) représente la part individuelle détenue par la firme i et q_i est la valeur du produit i , sachant que n est le nombre de produits considérés (ou firmes) et de taille totale $Q = \sum_{i=1}^n q_i$.

Un IHH entre 2500 et 10.000 indique une forte concentration (faible diversification), un IHH entre 1500 et 2500 indique une concentration

modérée et un IHH entre 1 et 1500 indique une faible concentration et donc une forte diversification.

Institutions et développement économique

L'amélioration de la performance économique est un facteur important du développement économique. Or, réfléchir en termes de développement économique conduit inévitablement à réfléchir à l'entrepreneuriat (Schmitt, 2009). Celui-ci renvoie, comme le souligne Philippart (2017), à « la capacité d'innover - au sens large - et donc de créer de la valeur durable, au travers des modèles économiques aussi bien classiques - c'est-à-dire libéraux ou individualistes - que sociaux et solidaires ». La concentration de la plupart des travaux de recherche sur la personne de l'entrepreneur individuel entraîne, d'après Van de Ven (1993), la sous-estimation de l'action et des implications des multiples acteurs - publics et privés - qui facilitent la création d'écosystèmes entrepreneuriaux performants.

Par écosystème entrepreneurial, il sied d'entendre, ici, un ensemble interconnecté d'acteurs, d'organisations, d'institutions et de processus qui se combinent de multiples façons, au sein d'un environnement entrepreneurial local (Philippart, 2017). Eu égard aux défis multiformes et d'ordre structurel, la diversification des bases productives de l'économie congolaise, en général, et de la province du Kasai-Oriental en particulier, - en termes d'alternative à la dépendance face au secteur minier - ne peut se réaliser de manière durable qu'à travers le développement d'un tel écosystème entrepreneurial performant et non, par le seul accompagnement individualisé des porteurs des projets au sein des incubateurs d'entreprises.

Par ailleurs, comme le souligne Douglas North, l'interrelation entre le cadre institutionnel de base, les structures économiques qui en résultent et les modifications institutionnelles qu'il détermine à son tour constituent un processus cumulatif déterminant le cheminement temporel - autrement appelé : « *path dependence* » - des changements économiques (Darreau, 1995). A ce titre, ce processus cumulatif - qui représente en soi la dynamique du changement institutionnel - est déterminant aussi bien pour la croissance que pour la performance économique à long terme et donc pour le développement économique. Etant donné le lien évoqué ci-haut entre le développement économique et l'entrepreneuriat, il y a lieu de considérer que le cadre institutionnel de base et son évolution sont des facteurs décisifs de l'éclosion ainsi que du développement de l'écosystème entrepreneurial dans un territoire donné. Cela revient à endogénéiser l'écosystème entrepreneurial face aux institutions c'est-à-dire au cadre institutionnel de base ainsi qu'à son évolution. Dans cet ordre d'idée, le faible niveau de performance de l'écosystème entrepreneurial est-kasaïen résulterait logiquement d'une

mauvaise qualité tant du cadre institutionnel de base que de son évolution dans le temps. Le concept « institution » en soi - et plus particulièrement dans l'expression « bonnes institutions » - est souvent confondu, selon Marc Raffinot (2015), avec la « bonne gouvernance » en termes de « bonne gestion des affaires publiques », une vague application du concept importé de la gestion des entreprises à la question du développement. Cette acception, généralement prônée par les institutions internationales en termes d'agenda standard de la bonne gouvernance, recouvre principalement la réduction de la corruption, la protection des droits de propriété et le renforcement de la démocratie. Le cadre institutionnel de base et son évolution - considérés ci-haut comme variables explicatives du niveau de performance de l'écosystème entrepreneurial - ne se réduisent pas à l'agenda standard de la bonne gouvernance tel que prôné par les institutions internationales, même si la prise en compte de celui-ci en termes de facteurs contextuels vaut son pesant d'or. Ce positionnement, dans le cadre du présent travail, tient au fait que la bonne gouvernance telle que décrite dans l'agenda standard est une condition nécessaire dans la mesure où elle est susceptible d'améliorer la qualité de vie des citoyens des pays en développement - revenu par tête, démocratie, etc. - mais pas suffisante étant donné qu'il n'existe pas de preuve convaincante que ce type de « bonne gouvernance » n'ait jamais conduit à un décollage économique (Raffinot, *idem*). D'où la nécessité d'approfondir la dimension « institutionnelle » à la hauteur de la problématique de performance économique durable en termes de facteur clé du développement économique et par là-même de l'écosystème entrepreneurial performant et viable.

Eu égard à la problématique de performance économique durable, l'acception du concept institution retenue dans le cadre de ce travail est celle qui s'inscrit dans une vision plus large de Douglas North qui appelle « institutions » l'ensemble des règles du jeu en vigueur dans une société ; les organisations étant alors des groupes d'individus qui « jouent » d'après ces règles. (Raffinot, *ibidem*). Il convient de rappeler que, tenant compte de cette acception plus large du concept « institution », les valeurs culturelles, en général, et la culture entrepreneuriale, en particulier, font partie intégrante d'institutions exerçant une influence irréfutable et durable sur les performances économiques tant au niveau national qu'à l'échelle provinciale.

Approches méthodologiques

En plus des lectures exploratoires sur la problématique d'institutions - incluant la culture et la rationalité en entrepreneuriat -, de diversification économique et du développement, la présente recherche a fait recours à plusieurs entretiens exploratoires. Ces derniers ont consisté en des entretiens

semi-structurés réalisés auprès d'acteurs et personnes ressources de la ville de Mbuji-Mayi sur les réalités de la province du Kasai Oriental, notamment : le directeur provincial de la FEC; les Chefs des divisions provinciales du plan, de l'économie et du tourisme ; les membres des corps académiques et scientifiques des universités et instituts supérieurs de la ville ; quelques cadres de la société minière de Bakwanga, Miba, en sigle. L'analyse qualitative de contenu de ces différents entretiens et lectures des documents, nous a permis de procéder à la triangulation réalisée à partir de nos différentes sources de données susmentionnées. Cette dernière consiste, Miles M. B. et al. (2003), à obtenir le résultat en recourant à différentes sources, au moyen de différentes méthodes et en le rapprochant d'autres résultats avec lesquels il doit cadrer.

Orientés vers l'identification des causes de l'absence d'un écosystème entrepreneurial viable et capable d'impulser la diversification économique dans la province, ces entretiens ont permis d'identifier treize (13) variables qui ont fait l'objet d'une enquête sur un échantillon de 133 enquêtés tirés par choix raisonné - c'est-à-dire choisi en fonction de leur maîtrise des réalités de la province du Kasai-Oriental - dans 4 catégories : commerçants, diamantaires, fonctionnaires publics, corps scientifiques et académiques des universités et instituts supérieurs de la ville de Mbuji-Mayi. Les opinions de ces enquêtés sur les treize variables identifiées ont été recueillies sur une échelle ordinale de 5 à travers un questionnaire dont la forme des réponses aux questions a été la même basée sur cinq choix de réponse (*Nul, faible, moyen, fort, très fort*).

Le nombre de variables de la recherche (13) est supérieur au minimum exigé : cinq variables au moins pour une analyse en composantes principales (ACP). La taille de l'échantillon a été également calculée conformément aux exigences de l'ACP : avoir au moins dix fois plus de cas qu'il y a de variables impliquées. Dans le cas de cette recherche, la taille de l'échantillon « *n* » de 133, est supérieur à 130 (*soit 13 variables x 10*). En plus des données d'enquête – traitées au moyen du logiciel SPSS 26.0 – quelques données secondaires ont été utilisées, notamment, le rapport annuel de BCC (Banque Centrale du Congo), édition 2022 qui a permis le calcul de l'indice de diversification (*IHH*); les données relatives au secteur hôtelier du Kasai-Oriental qui ont permis de réaliser une étude de cas spécifique. L'analyse qualitative de contenu des entretiens et la triangulation avec d'autres sources indépendantes nous a également permis de faire un lien entre le capital humain, la rationalité et l'entrepreneuriat au Kasai Oriental.

Résultats et discussion

Avant de présenter – à la sous-section 3.5 – les résultats en termes de déterminants de l'entrepreneuriat et de la diversification économique au

Kasaï Oriental, cette section sur les résultats présentera respectivement les résultats suivants : i) la mesure de la diversification économique de la RDC basée sur les données d'exportation de la BCC et suivie d'un commentaire sur la situation de la province du Kasaï Oriental au point 3.1 ; ii) une analyse qualitative sur institutions et retard de développement au Kasaï Oriental au point 3.2 ; iii) une analyse qualitative triangulée sur le capital humain, la rationalité et l'entrepreneuriat au Kasaï Oriental au point 3.3 ainsi que la présentation d'un cas d'étude illustratif relatif au secteur hôtelier du Kasaï Oriental au point 3.4.

Niveau de diversification économique en RD Congo et au Kasaï Oriental

Comme le montrent le tableau 1 ainsi que les figures 1 et 2 ci-après, l'analyse de l'indice Herfindahl-Hirschmann (IHH) de la RDC mesuré sur les exportations de la décennie 2013-2022 met en évidence un très faible niveau de diversification de l'économie nationale, particulièrement en ce qui concerne la structure de ses exportations.

Par ailleurs, de par sa très forte dépendance minière, sa crise économique persistante, l'exode considérable vers d'autres provinces, la fermeture et/ou la délocalisation de certaines de ses entreprises vers d'autres provinces du pays – notamment dans le commerce général, l'industrie brassicole et la branche de production des boissons gazeuses –, la province du Kasaï Oriental se caractérise par un niveau de diversification encore plus faible que celui de la RD Congo. La triangulation des sources différentes et indépendantes – issues des entretiens et lectures exploratoires – corrobore cette analyse.

Le calcul de l'IHH - indice Herfindahl-Hirschmann – sur les exportations de la RD Congo, de 2013 à 2022 nous a permis d'analyser le degré de concentration de son économie et, consécutivement, le niveau de sa diversification. En effet, plus la concentration est forte, plus faible est le niveau de diversification et vice-versa.

Indice Herfindahl-Hirschmann de la RD Congo de 2013-2022

Basé sur les données d'exportations du pays sur la décennie 2013-2022, le calcul de l'IHH de RDC se présente comme suit.

Tableau 1:

Tableau 2 : IHH de RDC de 2013 à 2022										
Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
$IHH = \sum_{i=1}^n p_i^2$	5023	4180	3854	3496	3905	3814	4400	5011	5510	5355

Source : Calculé par l'auteur sur base de données de la BCC sur les exportations de la RDC, rapport annuel 2022

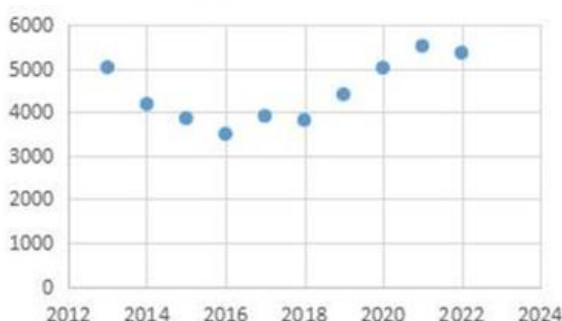
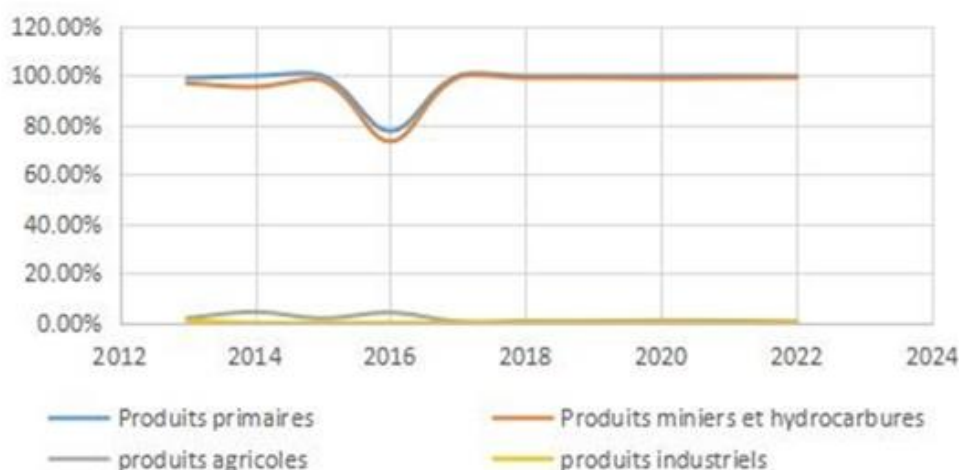


Figure 1: IHH de la RDC de 2013-2022

Figure 2: structure des exportations de la RDC par nature



Source : Élaboré par l'auteur sur base de données de la BCC, rapport annuel 2022

Comme le montrent les tableaux 1 et figure 1 ci-haut, l'IHH de la RD Congo, reste élevé – supérieur à 2500 – au cours de la période de 2013-2022 et place le pays dans la zone de forte concentration traduisant une faible diversification de son tissu économique, particulièrement de sa structure des exportations. La figure 2 sur la structure des exportations du pays au cours de la même période corrobore ce constat en mettant en évidence la forte proportion des produits primaires qui représentent en général plus de 99,9% face aux produits industriels dont la proportion est largement inférieure à 0,1 % dans la plupart des cas. Les produits primaires sont dominés par les produits miniers et hydrocarbures qui représentent plus de 98% en général, alors que les produits agricoles dépassent difficilement 2%.

Situation de l'IHH au Kasai Oriental

La province du Kasai Oriental fait partie des provinces les moins industrialisées de la RD Congo, en dehors de l'activité extractive faisant

partie du secteur primaire de l'économie. Sa situation en termes d'IHH est, par déduction, encore plus défavorable qu'au niveau national déjà caractérisé par une forte concentration correspondant à une faible diversification. Nonobstant la difficulté d'accès aux données nécessaires au calcul, il sied de noter la forte domination de l'économie primaire – secteur primaire – autour de l'exploitation (minière et plus particulièrement du diamant) et du secteur agricole dont le niveau de productivité est encore faible. Son secteur secondaire est encore timide, et son secteur tertiaire dominé par le commerce, l'enseignement et l'administration publique. Tenant compte de l'optique d'exportation utilisée pour l'analyse de l'IHH au niveau national, les exportations de la province portent principalement sur le diamant tant industriel qu'artisanal. La part de ce secteur tendant vers 100% ($q_i/Q=1$ étant donné que q_i (exportations du diamant) tend vers $=Q$, l'ensemble des exportations de la province), il s'avère que l'IHH dans ces conditions tend vers 10.000, soit : 100%². Ce niveau place également la province dans la zone de forte concentration, confirmant ainsi son très faible niveau de diversification.

Capital humain, rationalité et entrepreneuriat au Kasaï Oriental

Pour Gary Becker, le capital humain est l'ensemble des capacités productives d'un individu, c'est-à-dire ses connaissances, ses capacités, ses informations, ses relations ou sa mobilité. Comme le souligne Kramer et al (2019), cette théorie du capital humain a des conséquences sur la théorie de la décision. A titre illustratif, dans le domaine de l'éducation, Gary Becker explique que les gens dont le capital humain est plus faible en ce qui concerne la projection dans le futur se refusent d'investir dans leur éducation même si celle-ci augmenterait leur rémunération future. Cela revient à dire que le capital humain influe significativement sur les choix et donc sur la rationalité y inclus celle des entrepreneurs. En tenant compte de cette théorie, il semble logiquement possible d'améliorer ses décisions, ses choix et donc sa rationalité en matière d'entrepreneuriat par le renforcement de son propre capital humain – à travers l'accroissement de ses connaissances, informations, formations, etc. – ou encore par le recours aux services d'experts dotés d'un capital humain plus fort. Dans ces deux cas, les individus à fort capital humain contribueraient à de meilleurs choix dans le processus entrepreneurial.

Cependant, c'est ici que le contraste se constate dans le cas de la province du Kasaï Oriental, d'après nos observations corroborées par les résultats triangulés des entretiens semi-structurés. En effet, malgré l'avènement, depuis les années 1990, des universités axées sur le triple objectif – enseignement, recherche scientifique et développement communautaire – il est constaté que les ressortissants desdites universités mettent rarement leurs connaissances, compétences acquises au service de

l'entrepreneuriat et de la diversification des bases productives provinciales. Cette catégorie compte plus sur le diplôme pour obtenir et conserver un emploi salarié et, en grande partie, en dehors de la province. Tandis que les entrepreneurs, composés principalement de self-made men, sont en majorité ceux qui ont joué le tout pour le tout – sans forcément avoir un diplôme - et qui ne comptent que sur leurs affaires pour réussir. Ces derniers, dans la plupart des cas, ne se soucient pas de l'innovation encore moins de l'apport de la première catégorie – universitaires, etc. - en termes d'expertise à leurs affaires. Un slogan local « *Mfualansa ki mfualanga* » signifie que le français – en d'autres termes les études – ne procure ou ne génère pas forcément de l'argent. Dans la conception de la plupart de ces entrepreneurs, il ne sert à rien de solliciter l'expertise de la crème intellectuelle pour développer les affaires initiées sans l'aide de celle-ci. Dans le même ordre d'idée, Kabeya Tshikuku, (Kabeya Tshikuku 1999), souligne que : « la société kasaïenne paraît répondre aux caractéristiques de ce qu'une longue tradition d'anthropologie économique appelle *société dissipative* c'est-à-dire une communauté humaine ayant une préférence absolue de la consommation par rapport à l'épargne et à l'investissement ».

Un clivage subversif à l'innovation et à l'entrepreneuriat sépare ainsi le monde scientifique et le monde des affaires rendant difficile la capitalisation des connaissances scientifiques et des compétences acquises – ou généralement du capital humain – dans le développement d'un écosystème entrepreneurial innovant et viable, nécessaire à la diversification du tissu économique de la province. Consécutivement à cette situation, plusieurs constats ont été faits sur le comportement d'un bon nombre d'entrepreneurs est-kasaïens. A la suite du niveau élevé de sous-emploi structurel, la quasi-totalité de petits et micro-entrepreneurs de la province est caractérisée par un entrepreneuriat dit « de nécessité » plus que d'un entrepreneuriat « d'opportunité ». Comme le souligne Zoumba (2018), il sied de rappeler que les notions d'entrepreneuriat de nécessité et d'opportunité ont été introduites par Reynolds et al. depuis 2001 pour distinguer les processus entrepreneuriaux selon les motivations des entrepreneurs impliqués. L'entrepreneuriat d'opportunité fait référence aux individus qui se sont engagés dans la création et/ou la croissance de nouvelles entreprises afin de poursuivre des opportunités d'affaires pour leurs propres intérêts. Il s'agit d'une participation entrepreneuriale volontaire, une auto-motivation. L'entrepreneuriat de nécessité renvoie aux individus qui se sont engagés dans la création et/ou la croissance de nouvelles entreprises et qui perçoivent cette action entrepreneuriale comme la meilleure option disponible pour s'employer, mais qui ne préféreraient pas nécessairement ladite option. Ces individus se sont engagés parce qu'ils n'avaient pas de meilleurs. A côté de ces petits et micro-entrepreneurs, qui sont dans la plupart des cas caractérisés

par un très faible niveau de leadership, de professionnalisme et de capacités de gestion, il existe au Kasai Oriental une classe d'hommes d'affaires – principalement issus du secteur minier d'exploitation artisanale du diamant et du monde de commerce général – caractérisés, pour la plupart, par un entrepreneuriat de prestige, l'esprit d'imitation ou le mimétisme et de défi au lieu de l'innovation, une faible propension au réseautage, des choix entrepreneuriaux quasi-déconnectés de tout calcul économique classique, non étayés par des études préalables, souvent en dehors de toute logique de critères d'investissement : coûts/avantages, profitabilité, délai de récupération du capital investi, etc.

Cette situation limite de manière drastique l'efficacité allocative et la diversification effective des bases productives – autrement dit du tissu économique – de la province. La contextualisation en termes d'adaptation des choix idéologiques, politiques et stratégiques des pouvoirs publics – de l'Etat – revêt un rôle indéniable et central face à cette situation. Au vu de la complexité de la question, cette adaptation s'avère incontournable dans la diversification économique de la province.

Cas illustratif du secteur de l'hôtellerie au Kasai Oriental

Comme nous l'avons souligné ci-haut, le faible niveau d'innovation, la tendance à l'imitation et au développement des initiatives entrepreneuriales de prestige font partie des facteurs clé du retard dans la diversification du tissu économique de la province. En plus de ce retard, il sied de souligner que ces comportements affectent négativement l'efficacité économique de manière globale entraînant d'énormes pertes tant pour la province que pour les investisseurs privés (entrepreneurs) concernés. En guise d'illustration, nous utilisons le cas d'étude du secteur hôtelier de la province, une branche qui a attiré plusieurs investisseurs de la province : diamantaires, commerçants, fonctionnaires, etc.

Tableau 2:

Année	NR/ Nuitées résidents (a)	NNR/Nuitées non-résidents (b)	Nombre de lits (C)	Capacité globale annuelle $D = C \times 30$	Occupation totale annuelle (B)=a+b	Taux d'occupation global en % $To = (B/D) \times 100$	Proportion des clients résidents $= a/B$	Proportion des clients non- résidents $= b/B$
2016	11526	1787	7104	213120	13313	6,25%	86,58%	13,42%
2017	10605	1001	7644	229320	11606	5,06%	91,38%	8,62%
2018	8570	1195	6075	182250	9765	5,36%	87,76%	12,24%
2019	16731	822	9113	273390	17553	6,42%	95,32%	4,68%
2020	10465	218	8476	254280	10683	4,20%	97,96%	2,04%
2021	19447	1307	9179	275370	20754	7,54%	93,70%	6,30%
2022	25230	1769	8623	258690	26999	10,44%	93,45%	6,55%
2023	22455	1643	9897	296910	24098	8,12%	93,18%	6,82%

Source : Auteur sur base de données de la Division Provinciale du Tourisme

Comme le montre le tableau ci-haut, le taux d'occupation de l'ensemble du secteur est, en général, inférieur à 10%. Autrement dit, la capacité de cette branche (industrie) est largement plus élevée (plus de 10 fois) que la demande, ce qui entraîne la sous exploitation. Ceci dénote un niveau d'inefficience indescriptible. Logiquement, près de 90% de l'ensemble de l'investissement de ce secteur aurait pu être investi dans d'autres secteurs pour améliorer non seulement la rentabilité économique de l'investissement, mais aussi l'optimisation, l'efficacité et la diversification de l'économie de la province d'un point de vue global. En plus, la clientèle de ces hôtels est – comme le montre le tableau – à plus de 90% constituée des résidents, alors que les non-résidents ne représentent en général que moins de 9%. Cela montre que la branche ne s'appuie pas sur une activité touristique susceptible d'attirer les non-résidents.

Les nouvelles firmes (nouveaux hôtels) qui entrent dans cette branche n'interrogent ni ne tiennent compte de cette réalité globale. D'où la question de rationalité de ces entrepreneurs et de coordination en termes de choix politiques et stratégiques dans le chef des pouvoirs publics.

La théorie microéconomique met en évidence le niveau optimal du nombre de firmes dans une branche donnée, branche entendue comme industrie ou ensemble de firmes d'un même domaine d'activité.

Déterminants de la diversification économique au Kasaï Oriental

Comme nous l'avons souligné dans l'introduction de la présente recherche, treize (13) variables identifiées autour de la problématique entrepreneuriat et diversification économique au Kasaï Oriental ont fait l'objet d'une analyse en composantes principales. Il s'agit de : Recours à l'innovation et à la diversification en matière d'entrepreneuriat (*Innov*), Ouverture et collaboration entre hommes d'affaires (*Collab*), Recours/utilisation de l'économie numérique en entrepreneuriat (*Econum*), Recours aux conseils d'experts pour développer les affaires (*Consexp*), Investissement dans le secteur bancaire par les hommes d'affaires (*InvBanque*), Investissement dans le secteur des assurances par les hommes d'affaires (*InvAssurance*), Investissement dans le secteur agricole et agroalimentaire par les hommes d'affaires (*InvAgro*), Investissement dans le secteur industriel par les hommes d'affaires (*InvInd*), Accompagnement des hommes d'affaires par le Gouvernement (*AccoGouv*), Qualité de la gestion (*QualGestion*), Niveau de réussite de l'entrepreneuriat des jeunes (*EntJeunes*), Appréciation de la qualité des projets (*QualProj*), Création d'entreprise(*CréaEnt*).

Tableau 3:

Matrice de corrélation	Innov	Collab	Econum	Consexp	InvBanque	InvAssurance	InvAgro	InvInd	AccoGouv	QualGestion	EntJeunes	QualProj	QualProj	CréaEnt
Innov	1,000	,336	,139	,186	-,068	,142	,426	,263	,095	,079	,028	,241	,100	
Collab	,336	1,000	,179	,040	,248	,463	,344	,272	,333	,111	-,106	,107	,120	
Econum	,139	,179	1,000	,293	,219	,064	,179	-,001	,380	,350	,389	,400	-,163	
Consexp	,186	,040	,293	1,000	,230	,023	,146	,105	,069	,209	,338	,264	-,055	
InvBanque	-,068	,248	,219	,230	1,000	,263	-,085	,190	,231	,215	,178	-,137	,064	
InvAssurance	,142	,463	,064	,023	,263	1,000	,123	,137	,254	-,085	-,047	-,097	,096	
InvAgro	,426	,344	,179	,146	-,085	,123	1,000	,283	,038	-,070	-,174	,301	-,024	
InvInd	,263	,272	-,001	,105	,190	,137	,283	1,000	,215	,120	-,189	,033	,114	
AccoGouv	,095	,333	,380	,069	,231	,254	,038	,215	1,000	,377	,124	,130	,237	
QualGestion	,079	,111	,350	,209	,215	-,085	-,070	,120	,377	1,000	,511	,377	,067	
EntJeunes	,028	-,106	,389	,338	,178	-,047	-,174	-,189	,124	,511	1,000	,278	-,029	
QualProj	,241	,107	,400	,264	-,137	-,097	,301	,033	,130	,377	,278	1,000	,008	
CréaEnt	,100	,120	-,163	-,055	,064	,096	-,024	,114	,237	,067	-,029	,008	1,000	

a. Déterminant = ,042

Le déterminant de la matrice de corrélation est petit et non nul. Il s'élève à **0,042** ; ce qui est acceptable.

Dans le tableau ci-dessous, la mesure KMO (Kaiser-Meyer-Olkin) est de **0,65** donc $> 0,5$. Cela prouve la validité de la présente analyse factorielle en composantes principales. En plus, le test de sphéricité de Bartlett, prouve l'absence significative de sphéricité du modèle. En effet, la signification, dans le tableau, est égale à **0,000** ; ce qui signifie que l'hypothèse H_0 (*la matrice de corrélation est égale à une matrice identité*) est rejetée et qu'il faut accepter H_1 (que la matrice de corrélation est différente d'une matrice identité et qu'il est justifié de rechercher des composantes).

Tableau 4: KMO and Bartlett's Test

Kaiser-Meyer-Olkin Measure of Sampling Adequacy.	,650
Bartlett's Test of Sphericity	Approx. Chi-Square 402,588
	df 78
	Sig. ,000

Comme le montre la rotation du tableau ci-dessous, quatre (4) composantes se sont dégagées de l'analyse.

Tableau 5:
Matrice des composantes^a

a. 4 composantes extraites.

Rotation de la matrice des composantes^a

	Composante			
	1	2	3	4
Niveau de réussite de l'entrepreneuriat des jeunes	,775	-,249	-,051	,019
Recours/utilisation de l'économie numérique en entrepreneuriat	,722	,176	,188	-,115
Qualité de la gestion	,720	-,045	-,005	,407
Appréciation de la qualité des projets	,585	,452	-,342	,091
Recours aux conseils d'experts pour développer les affaires	,560	,177	,138	-,263
Investissement dans le secteur agricole et agroalimentaire par les hommes d'affaires	,007	,828	,027	-,151
Recours à l'innovation et à la diversification en matière d'entrepreneuriat	,115	,727	,010	,082
Investissement dans le secteur industriel par les hommes d'affaires	-,067	,454	,303	,262
Investissement dans le secteur bancaire par les hommes d'affaires	,273	-,218	,733	,019
Investissement dans le secteur des assurances par les hommes d'affaires	-,100	,182	,727	,029
Ouverture et collaboration entre hommes d'affaires	,024	,508	,585	,181
Création d'entreprise	-,135	,044	,007	,803
Accompagnement des hommes d'affaires par le Gouvernement	,345	,095	,398	,561

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Méthode de rotation : Varimax avec normalisation Kaiser.^a

a. Convergence de la rotation dans 6 itérations.

Tableau 6: Variance totale expliquée

Sommes de rotation du carré des chargements

Composante	Total	% de la variance	% cumulé
1	2,536	19,508	19,508
2	2,101	16,164	35,672
3	1,831	14,088	49,759
4	1,347	10,361	60,121

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Tableau 7: Matrice de transformation des composantes

Composante	1	2	3	4
1	,726	,497	,406	,246
2	-,683	,568	,435	,150
3	-,045	-,655	,659	,367
4	-,067	,037	-,460	,885

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Méthode de rotation : Varimax avec normalisation Kaiser.

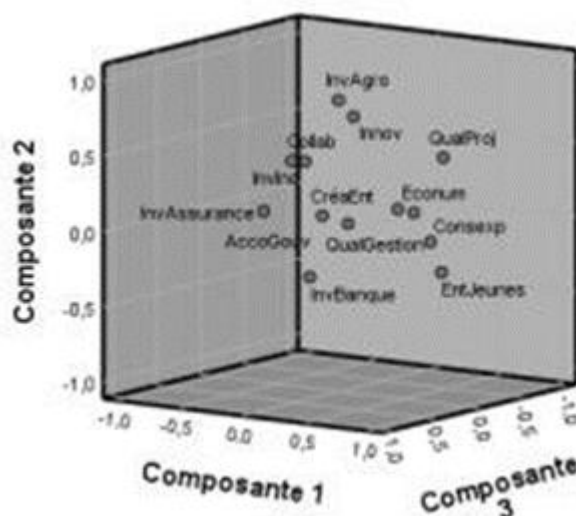


Figure 3 : Trace des composantes dans l'espace après rotation

Le modèle factoriel explique à 60,12% les causes du niveau actuel de l'entrepreneuriat dont l'impact sur la diversification de la province s'avère faible. Cela correspond à la variance totale expliquée mise en évidence dans le tableau ci-haut. Dans cette explication, quatre (4) composantes se dégagent en fonction de leur degré d'inertie (de variance expliquée) avec respectivement 19,51% ; 16,16% ; 14,09% et 10,36% de variance expliquée.

La première composante (19,51%) porte sur la **qualité** de la dynamique entrepreneuriale ou de l'écosystème entrepreneurial de la province en termes de projets et de management. Elle comprend : le niveau de réussite de l'entrepreneuriat des jeunes, l'utilisation de l'économie numérique en matière d'entrepreneuriat, la qualité de la gestion, la qualité des projets ainsi que le recours aux conseils d'experts pour développer les affaires. En d'autres termes, la faible capacité de l'écosystème entrepreneurial à contribuer à la diversification de l'économie provinciale est liée à la qualité très faible des projets entrepreneuriaux, au non recours des entrepreneurs aux services d'experts pour développer leurs activités entrepreneuriales, au faible niveau de gestion, à la capitalisation très limitée de l'économie numérique dans les affaires ainsi qu'aux faibles capacités des jeunes à développer des initiatives entrepreneuriales viables, en dépit des appuis dont certains d'entre eux bénéficient.

La deuxième composante (16,16%) concerne **l'innovation et la propension à la diversification**. Elle comprend l'Investissement dans le secteur agricole et agroalimentaire par les hommes d'affaires d'une part, et le recours à l'innovation et à la diversification en matière d'entrepreneuriat,

d'autre part. Le modèle met en évidence le fait que le niveau faible de l'innovation et de la propension à la diversification qui caractérise les entrepreneurs de la province contribue au faible niveau de diversification économique. L'innovation et l'investissement dans les secteurs agricole et agroalimentaire contribueraient significativement à la diversification. Les relations entre ces variables et les autres sont très fortes : 0,828 et 0,727.

La troisième composante ((14,09%) se rapporte à **la collaboration entre acteurs** (entrepreneurs) et à **l'investissement dans le secteur financier** (bancaire et non bancaire). Elle comprend l'investissement dans le secteur bancaire, l'investissement dans le secteur des assurances ainsi que l'ouverture et la collaboration entre hommes d'affaires (entrepreneurs). Cette composante jouerait un rôle non négligeable dans le renforcement de l'écosystème entrepreneurial provincial et dans la diversification économique. Cependant, le constat est que le réseautage entre entrepreneurs est-kasaïens est très faible et leur implication dans les secteurs bancaire et des assurances quasi-nulle.

La quatrième composante (10,36%) porte sur **l'accompagnement de l'écosystème entrepreneurial provincial par les pouvoirs publics**. Elle réunit la création d'entreprise et l'accompagnement des hommes d'affaires par le gouvernement. Le coefficient de l'accompagnement gouvernemental (0,561) fait partie des plus faibles au sein des composantes principales du modèle ; mettant en évidence les faiblesses et les limites (pour ne pas dire la quasi-inexistence) des stratégies du gouvernement en matière d'accompagnement entrepreneurial au niveau de la province. Alors que cet accompagnement est perçu comme un des facteurs importants de l'éclosion d'un écosystème entrepreneurial performant, viable et favorable à la diversification du tissu économique provincial.

Comme le montrent la matrice des composantes ci-haut, une des variables du modèle, en dépit de la rotation, présente un coefficient assez bas (le plus bas) par rapport aux autres et ne fait pas partie des quatre (4) composantes susmentionnées. Il s'agit Investissement dans le **secteur industriel** par les hommes d'affaires. Alors que son importance dans la diversification économique est incontournable, le secteur est perçu le plus marginalisé. Cela explique le caractère primaire de l'économie provinciale, dominée par le secteur primaire (agricole et minière) suivi par les services (commerce général, enseignement, administration publique, hôtellerie, etc.) sans développer le secteur industriel. Or, le rôle joué par le secteur industriel dans la diversification reste incontestable. D'après Amougou, « l'idée selon laquelle le secteur industriel – au sens large - est le moteur du changement structurel et d'une croissance durable demeure vraie. Cela s'explique par le fait qu'il permet d'importantes économies d'échelle, l'apprentissage par la pratique, le développement technologique et les gains

de productivité. Par ailleurs, il génère des liens forts avec les autres secteurs » (Amougou, 2019).

Eu égard au comportement de l'entrepreneur est-kasaïen brièvement décrit dans les sections précédentes et aux facteurs identifiés dans le modèle multivarié ci-haut présenté – notamment, la qualité des projets et du management ; l'innovation et la propension à la diversification ; la collaboration entre entrepreneurs et investissement dans le secteur financier ; l'accompagnement de l'écosystème entrepreneurial provincial par les pouvoirs publics –, il sied de constater que la rationalité de l'entrepreneur est-kasaïen n'est pas de nature à relever le défi de diversification économique et moins encore du développement durable de la province. En outre, c'est par leur complémentarité et synergie que ces différents facteurs clés identifiés peuvent contribuer significativement à la diversification du tissu économique provincial. Or cela sort du cadre individuel des entrepreneurs – pris isolément – et implique une action plus structurante et cohérente susceptible d'impacter individuellement et collectivement les acteurs pour l'éclosion d'une intelligence économique nécessaire à l'amélioration de l'efficacité allocative, de l'innovation et de la performance de l'ensemble de l'écosystème entrepreneurial de la province.

Pour ce faire, une démarche plus structurante, systémique et holistique inscrite dans une perspective de territorialisation s'avère indispensable. Cette démarche implique un élargissement du rôle de l'Etat qui, sans se limiter à de simples mesures incitatives, devrait intégrer la coordination nécessaire pour impulser la qualité, la cohérence, la complémentarité, le développement des synergies et l'innovation dans l'écosystème entrepreneurial. A l'instar de l'expérience des économies émergentes asiatiques (Raffinot, 2015 *ibidem*), une reconsidération des choix idéologiques, notamment en ce qui concerne l'idéologie libérale ou néolibérale - en RD Congo, en général et au Kasaï oriental en particulier - s'avère nécessaire.

La territorialisation - une approche des politiques publiques qui met l'accent sur les spécificités de chaque territoire - comprend, d'après Haesbaert, trois principales conceptions : Juridico-politique, culturelle et économique. La conception économique met l'accent sur la dimension spatiale des relations économiques, le territoire comme gisement de ressources et/ou intégré dans la lutte entre classes sociales et dans le rapport capital-travail comme produit de la division « territoriale » du travail, par exemple (Valter do Carmo Cruz 2019).

La démarche structurante, systémique et holistique proposée ci-haut combinerait l'approche de territorialisation avec l'holisme méthodologique – contrairement à l'individualisme méthodologique que sous-tendent les choix politiques d'inspiration libérale/néolibérale – afin de traiter le processus de

diversification économique comme un tout dont les parties devraient s'imbriquer de manière cohérente, efficace, efficiente et orientée. La collaboration entre les pouvoirs publics, le monde des affaires et le monde scientifique vaut son pesant d'or dans l'orientation de ce tout.

Conclusion

A l'instar de la RD Congo, dans son ensemble, la diversification du tissu économique de la province du Kasaï Oriental – actuellement dominée par l'économie primaire : exploitation minière (extraction du diamant) et une agriculture très peu productive – demeure le gage d'une croissance économique auto-entretenu et d'un développement économique durable. Cette diversification implique l'éclosion et le développement d'un écosystème entrepreneurial performant et viable susceptible de réduire la forte dépendance de la province de l'activité minière axée sur des ressources épuisables. Un tel écosystème entrepreneurial implique des comportements, des stratégies et des choix politiques et idéologiques adaptés tant du point de vue des acteurs privés « les entrepreneurs » qu'à l'échelle du macro-environnement : « acteurs politiques ». Le constat de cette recherche est que la rationalité des entrepreneurs est-kasaïens – c'est-à-dire leur façon actuelle de penser et d'agir en matière entrepreneuriale – est, en général, loin de s'inscrire dans la logique de choix cohérents, rationnels et maximisateurs attribuée par la théorie microéconomique au modèle de comportement humain autrement appelé « Homo œconomicus ». La triangulation faite dans l'analyse de contenu des informations qualitatives a largement démontré cette réalité dans la présente recherche. En plus, le modèle multivarié basé sur l'analyse en composante principale – dont les tests ont été vérifiés : déterminant de la matrice de corrélation = 0,042 ; Kaiser-Meyer-Olkin $> 0,5$; Bartlett = 0,000 – a corroboré ce constat en mettant en évidence 4 composantes dans l'explication des causes du niveau actuel de l'entrepreneuriat dont l'impact sur la diversification de la province s'avère faible : i) la qualité des projets et du management ; ii) l'innovation et la propension à la diversification ; iii) la collaboration entre entrepreneurs et investissement dans le secteur financier ; iv) l'accompagnement de l'écosystème entrepreneurial provincial par les pouvoirs publics.

Il ressort de cette analyse que la reconsidération du rôle des pouvoirs politiques, de leurs choix idéologiques, politiques et stratégiques s'avère indispensable. A la manière des économies émergentes asiatiques, le rôle des pouvoirs publics devrait passer de la simple incitation à une coordination éducative et incitative des initiatives entrepreneuriales en vue de créer un cadre institutionnel – au sens de Douglas North – et un environnement favorable aussi bien à l'amélioration de la rationalité de l'initiative privée qu'à l'efficacité en termes de contribution à la diversification économique.

Conflit d'intérêts : L'auteur a déclaré n'avoir aucun conflit d'intérêts.

Disponibilité des données : Toutes les données figurent dans le corps de l'article.

Déclaration de financement : L'auteur n'a bénéficié d'aucun financement pour cette recherche.

References:

1. Amélie, J., Lesage, X. & Ronteau, S. (2014) Le comportement de l'entrepreneur : démarche causale, bricolage ou effectuation ? in Gilles Lecointre, *Le Grand Livre de l'économie PME 2015*, Gualino 2014, p. 107-129. Extrait de <https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal:167344>
2. Amougou, T. (2019), « Les conditions de l'émergence industrielle de l'Afrique », in : *Alternatives Sud, Quêtes d'industrialisation au Sud*, Centre tricontinental et éditions Syllepse, Louvain-la-Neuve.
3. Kramer, A. & Becker, G. (2019) *homoeconomicus et néolibéralisme*. Contribution au séminaire de philosophie politique à l'ENS de Lyon organisé par la direction d'Arnaud Milanese et de Nathanael Colin-Jäger. Doctorat. France.
4. Catherine, L-J. (2008), « Développer la culture entrepreneuriale chez les jeunes », in *revue française de gestion – N° 185/2008*, DOI : 10.3166/RFG.185.161-174 © 2008 Lavoisier, Paris. Extrait de : https://shs.cairn.info/article/RFG_185_0161/pdf?lang=fr
5. Darreau, P. (1995), *Institutions et croissance économique selon North*. Extrait de : http://www.unilim.fr/pages_perso/philippe.darreau/institutions%20et%20croissance%20economique%20selon%20NORTH.pdf
6. Echaudemaison, C.-D. (2004), *dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, 6^{ème} édition, Nathan, Paris.
7. Guechari, Y. (2021), *mesurer la diversification économique : cas de l'Afrique*. Extrait de : <https://www.researchgate.net/publication/352226791>
8. Kabeya Tshikuku, A. L. (1999), « L'espace kasaïen, berceau des sociétés dissipatives ? », in : Mabi Mulumba E. (dir) *La création, la croissance et la pérennité de l'entreprise privée au Kasaï*, Actes du colloque organisé par l'Université de Mbuji-Mayi, L'Université Communautaire de Kananga et L'Université de Wembo-Nyama le 03 mai 1999 à l'hôtel intercontinental de Kinshasa, Mbuji-Mayi, Presses Universitaires de Mbuji-Mayi, 129 p.

9. Miles, M. B. & Huberman, A. M. (2003) Analyse des données qualitatives 2^{ème} édition, De Boeck Université, Bruxelles.
10. Ministère du Plan de RD Congo, INS : Annuaire statistique 2020
11. Omgba, L-D. (2010), trois essais sur l'économie politique de la rente pétrolière dans les Etats africains, Thèse de doctorat en Sciences économiques et de gestion, Université d'Auvergne Clermont-Ferrand I, CERDI.
12. Panorama de l'aide pour le commerce 2019 : diversification et autonomisation économiques - © OCDE, OMC 2020 Extrait de : <https://archinats.hypotheses.org/files/2023/02/DIVERSIFICATION-ECONOMIQUE-WTO.pdf> p 157.
13. Piet L. & Jegou J. (2025), Estimer l'indice de Herfindahl-Hirschman à partir de données agrégées : méthode, propriétés statistiques et exemple d'application. 15e Journées de méthodologie statistique de l'Insee, Insee, Paris, France.
14. Philippart, P. (2017) L'écosystème entrepreneurial : pour une intelligence territoriale Extrait de : https://www.researchgate.net/publication/321723925_L'ecosysteme_entrepreneurial_pourune_intelligence_territoriale.
15. Raffinot, M. (2015), Economie du développement - cours, Dunod, Paris, 225 p
16. Rouchdy, M., Qafas, A. & Jerry, M. (2021). La rationalité économique de l'homoéconomus à l'épreuve des biais cognitifs : une lecture alternative. International journal of accounting, finance, auditing, management and economics, 2(5), 608-619. <https://doi.org/10.5281/zenodo.5529060>
17. Schmitt C., Janssen F. & Baldegger R. (2009), « Entrepreneuriat et économie », in F. Janssen, Entreprendre - Une introduction à l'entrepreneuriat, de Boeck, Louvain-La-Neuve.
18. Van de Ven A.H. (1993). The development of an infrastructure for entrepreneurship. Journal of Business Venturing 8 : 211
19. Valter do Carmo Cruz (2019), « Territoire et processus de territorialisation : usages et conceptions méthodologiques dans le domaine de la géographie », in Philippe B., Action publique, dynamiques sociales et pauvreté, Presses universitaires de la Méditerranée, Montpellier.
20. Zoumba, N.B. (2018) : «L'entrepreneuriat par nécessité et par opportunité: essai de compréhension dans le contexte burkinabè », Thèse de doctorat en Gestion et Management, Université Paris-Est.